

front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 18 / 23 MARS 1972 / PRIX : 0,50 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 LYON / BP 47 LYON-PREFECTURE

LE REFERENDUM N'EMPECHERA PAS LES LUTTES DE LA CLASSE OUVRIERE CONTRE LE CHOMAGE ET LES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL

UN TISSU DE CONTRE VERITES

"Je m'en tiendrai au domaine économique et social, et cela parce que c'est celui où, semble-t-il, les français comprennent le moins bien la politique gouvernementale. Je n'en veux pour preuve qu'un sondage que j'ai vu récemment et dans lequel les salariés, dans leur majorité, estiment qu'au cours de l'année 71 leur pouvoir d'achat a diminué. Or toutes nos statistiques démontrent que, 1968 mis à part, c'est l'année où il a le plus augmenté, et même la CGT... est obligée de reconnaître qu'il y a une certaine augmentation du pouvoir d'achat. Il est donc nécessaire d'inviter les français à prendre une conscience plus nette des réalités". Ce n'est pas un journaliste de la télé ou un maire UDR en quête de sa réélection, mais le premier politicien bourgeois de France, le président de la république Pompidou, qui tient ce raisonnement aux ouvriers : vous croyez que vous vivez mal ; ouvrez donc les yeux, vous vous trompez, mes statistiques affirment le contraire. Et d'énumérer une série d'indices truqués.

1. la hausse du pouvoir d'achat : 50 % en 10 ans d'après Pompidou ! Alors que ce sont ses indicateurs qui calculent dans le secret la hausse des prix, alors que sont de plus en plus nombreux les ménages ouvriers qui se font saisir parce que la baisse de leur salaire réel ne leur permet plus d'acquitter les crédits qu'ils avaient contractés.

2. l'emploi : Pompidou ne parle pas de chômage et ne donne pas de chiffres. Il parle seulement de "celui qui a un emploi pas tout à fait sûr", de "celui qui n'en a plus et n'en trouve pas aussitôt" ; il ne s'est pas vanté des prévisions de ses services de l'I.N.S.E.E. qui, si on corrige ses chiffres, prédisent plus d'un million de chômeurs pour la fin de l'année. Il n'a pas parlé des chômeurs "ignorés" : ces femmes d'ouvriers qui ne trouvent pas de travail, ces paysans qui ne réussissent pas à vivre de leur terre, et ne trouvent pas non plus de travail à l'usine. Il n'a pas parlé des chômeurs partiels qui ne trouvent pas du travail à temps complet,

qui ne trouvent qu'un travail saisonnier.

3. le logement : Pompidou s'est vanté d'avoir construit plus de logements qu'aucun autre pays. Mais les travailleurs ne sont pas mieux logés pour autant : combien d'immigrés dans les bidonvilles ? Combien d'ouvriers à Fos ou à Dun-

peuple ne paie plus d'impôts.

5. Et puis il y a tout ce que Pompidou a caché : il a parlé de "souds", d'"inquiétude", au sujet des conséquences de l'intensification du travail, alors que les maladies professionnelles, les accidents mortels du travail, les mutilations sont en constante

"Va-t-on essayer de faire croire que je sois sanguinaire" ? (Pompidou)

— Pompidou n'est pas un sanguinaire, mais les CRS ont assassiné Tautin, Blanchet et Beylot en 1968.

— Pompidou n'est pas un sanguinaire, puisqu'il a écrit en Bolivie pour qu'on extradé Barbie SS, mais Massu la Torture est toujours en liberté.

— Pompidou n'est pas un sanguinaire, il a versé une larme sur Overney, mais les barbouzes, pendant qu'il était premier ministre, ont enlevé et assassiné Ben Barka.

— Pompidou n'est pas un sanguinaire, mais il maintient en chômage près d'un million de français.

— Pompidou n'est pas un sanguinaire, mais ses sbires de la Régie Renault ont licencié plusieurs ouvriers qui avaient condamné l'assassinat d'Overney.

— Pompidou n'est pas un sanguinaire, mais il a fait jeter en prison 7 ouvriers de Renault.

RÉINTÉGREZ LES OUVRIERS LICENCIÉS ! LIBÉREZ LES MILITANTS EMPRISONNÉS ! A bas les milices patronales

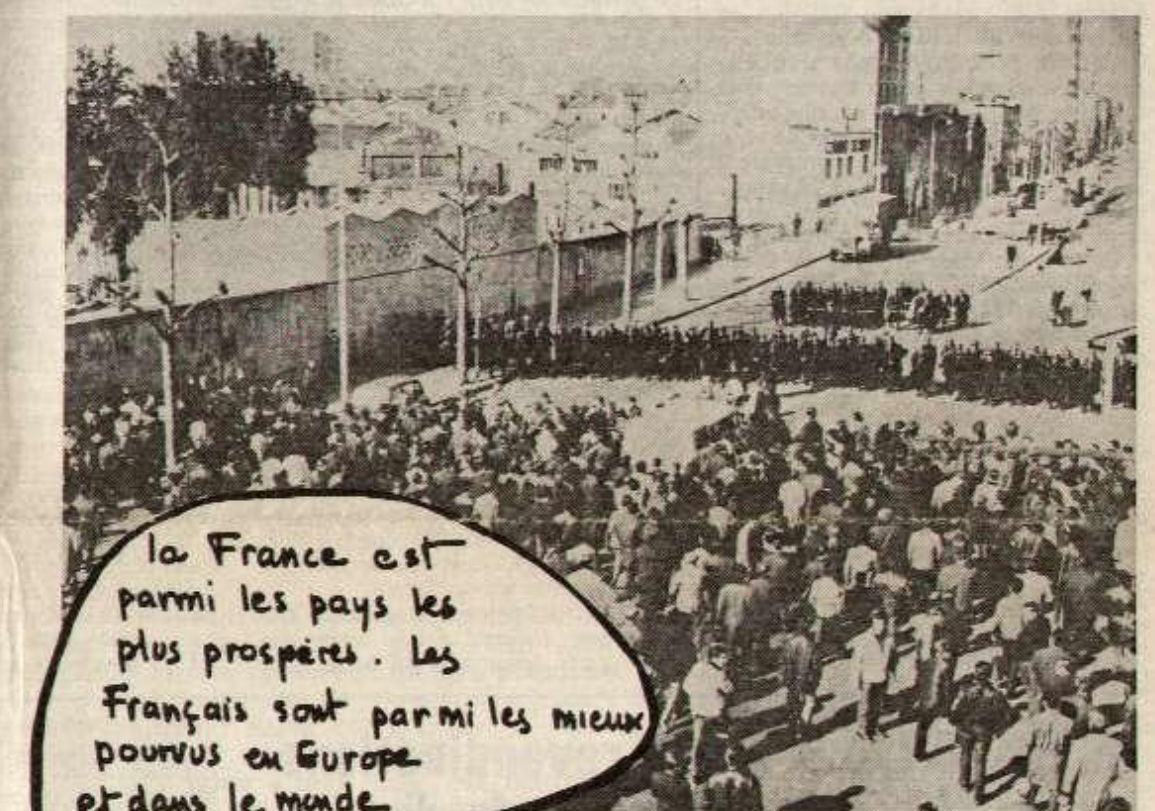
kerque sont contraints d'habiter dans des caravanes ? Combien d'ouvriers parqués dans les HLM ne peuvent dormir chez eux quand ils travaillent en postes parce qu'ils entendent tout ce qu'il se passe chez les voisins. Combien d'ouvriers sont contraints sous peine d'expulsion de consacrer une grande partie de leur budget à payer un loyer exorbitant ?

4. impôts : d'après Pompidou, l'impôt n'avantage pas particulièrement les capitalistes, d'ailleurs dit-il, 145 milliards d'anciens francs ont été distribués aux ouvriers par la participation aux bénéfices, alors que 120 milliards seulement ont été distribués par l'avoir fiscal aux possesseurs d'actions. Mais il n'a pas dit que les ouvriers n'ont toujours pas vu 1 centime de ces 145 milliards. Mais il n'a rien dit des centaines de milliers d'ouvriers qui chaque année pénètrent dans les tranches impossibles. Et la logique invoquée "il faut bien que les caisses de l'état se remplissent et pour les remplir on ne peut faire appel seulement aux riches" est une logique de capitalistes : en Albanie socialiste, depuis 1969 le



augmentation depuis 68 ! Il a parlé du logement, mais sans parler du transport, sans parler du temps que les ouvriers passent entre l'usine et le domicile, qui souvent dans la région parisienne se chiffre à plus de 3 heures.

Bref, c'est un bilan de 10 ans d'organisation systématique de l'exploitation forcée de la classe ouvrière que Pompidou tente vainement de camoufler par des chiffres mal truqués : le comptable n'a même pas habilement falsi-



la France est parmi les pays les plus prospères. Les Français sont parmi les mieux pourvus en Europe et dans le monde.



fié le livre de compte. Pour le gouvernement, il importe de cacher la paupérisation qui frappe la classe ouvrière, surtout depuis que le meurtre d'Overney a révélé largement les pratiques du despotisme patronal (milices armées à Renault qui encadrent les ouvriers au travail), surtout depuis que pointent à l'horizon des luttes de plus en plus résolues du prolétariat : Penarroya, Girosteel, Creusot-Loire, Joint français... Le référendum sur l'Europe permet de

faire s'éteindre les projecteurs braqués sur Renault pour les rallumer sur une urne électorale.

UNE EUROPE CONTRE LE PROLETARIAT

Pour le gouvernement, il faut faire croire au prolétariat qu'il a des intérêts dans la bataille pour le partage du profit que mène l'impérialisme français contre les autres impérialismes. Les impérialismes français, anglais, allemand et japonais moribonds ou fortement

ébranlés en 1945, espèrent aujourd'hui prendre leur revanche sur l'impérialisme US déclinant ! Mais pour se tailler une place conséquente entre l'impérialisme US et le social-impérialisme soviétique, aucun de ces 4 impérialismes n'est encore assez fort, aussi l'Europe unie c'est le moyen pour l'Angleterre, la France et l'Allemagne de se lier contre les 2 impérialismes dominants. L'Europe des capitalistes s'unit pour préserver ses marchés, ses colonies, et éventuellement en gagner de nouveaux : Pompidou a été parfaitement clair à ce sujet sur l'intérêt d'intégrer l'Angleterre à l'Europe :

"Je dirai même qu'accueillir un pays qui, comme la France, a été une puissance coloniale et qui en a gardé un intérêt particulier pour un certain nombre de pays en voie de développement, notamment africains, c'est dire que cette Europe devra avoir vis-à-vis de ces pays une politique intelligente..." c'est-à-dire : unissons nos atouts et nous pourrions renforcer nos avantages, notre exploitation des peuples d'Afrique. En fait une telle unité ne peut durer que le temps d'une alliance entre impérialistes : la bataille pour l'appropriation du profit, les contradictions qui naissent dans le partage de ce profit, le déve-

Suite en page 3

Le bassin de Creil-Montataire, au nord de Paris. En dix ans la population a plus que doublé, le nombre d'emplois n'a pratiquement pas varié. Le bassin de Creil est une de ces régions que les économistes bourgeois appellent "zone d'ortoir", ou mieux, "réservoir de main d'œuvre". C'est-à-dire que le nombre d'emplois y est volontairement limité, le chômage volontairement organisé. Au grand avantage des patrons qui restent dans la région : le chômage signifie pour eux la possibilité d'imposer des salaires plus bas et des conditions de travail plus pénibles. Au grand avantage des patrons de la région Parisienne qui peuvent y puiser à loisir.

RESTRUCTURER = LIQUIDER DES EMPLOIS

Pour parvenir à une telle situation, les capitalistes n'ont eu qu'à liquider un grand nombre d'entreprises. Dayde, Ponts et Travaux en Fer, C.I.M.A., Somenor... Les usines qui ferment ne se comptent plus. Pour le patronat, cela s'appelle restructuration, c'est-à-dire recherche de plus grands profits en regroupant, en réduisant le nombre d'ouvriers employés, en mécanisant... La concentration du trust Usinor à Dunkerque a entraîné à Creil la fermeture de l'usine Somenor. Quant à Galvanor, une autre usine du trust Usinor dans la région de Creil, elle ne restera ouverte que tant qu'elle sera rentable pour le trust, ce qui est le cas aujourd'hui grâce à une forte intensification du travail (qui se traduit par un accroissement des accidents mortels). La situation du bassin de Creil préfigure bien ce que sera la Lorraine après les licenciements massifs chez Wendel Sidelor pour développer Fos-sur-Mer.

La restructuration s'effectue aussi à l'échelle internationale. Plusieurs usines de la région sont largement contrôlées par les capitaux de l'impérialisme US. Les trusts US ne se privent pas de liquider une usine à Creil s'ils la trouvent plus rentable ailleurs. C'est ainsi qu'ils ont fermé la C.I.M.A. pour ouvrir une usine identique en Allemagne. C'est ce qui attend aujourd'hui Saxby (contrôlée à 96 % par Ascinter Otis) et Marinoni (contrôlée par Harris) où des licenciements importants sont annoncés.

Le chômage dans le bassin de Creil, conséquence de la restructuration est aggravé par la politique dite de décentralisation : le plan d'aménagement du territoire interdit toute nouvelle implantation d'usine dans la région : l'appareil d'état et le patronat, la main dans la main, organisent le chômage. Pour les ouvriers de la région de Creil, ça se traduit par une aggravation des conditions de travail pour ceux qui restent sur place, un allongement de la journée de travail (au minimum 2 H de trajet par jour) pour ceux qui sont obligés d'aller travailler à Paris (7.000 ouvriers de la région). Pour les autres, le chômage : plus de 2 000 chômeurs à Creil.

LA VOLONTÉ DE LUTTE DES OUVRIERS SE HEURTE AUX REVISIONNISTES

Face au chômage, à l'intensification du travail, à l'allongement de la journée de travail, la colère et la volonté de lutte des ouvriers du bassin creillois montent. A titre d'exemple, la journée du 9 février contre le chômage est significative. Les débrayages ont été suivis à 90 % dans toutes les usines de la région. De chaque usine les grévistes sont partis en masse pour la manifestation, en scandant leurs propres mots d'ordre : 8 000 manifestants, une participation massive, plus qu'en mai 68. Mais cette manifestation massive a été détournée, utilisée par ceux qui l'organisaient : les révisionnistes et les socialistes. En tête de la manifestation, les élus locaux : aux côtés des maires révisos, les élus socialistes, anti-communistes notoires. Les cibles proposées aux ouvriers des usines Somenor et Marinoni qui vont fermer : promener un cerceau dans les rues de Creil, avant d'aller le jeter dans l'Oise. Révisionnistes et socialistes ont parfaitement su dévoyer la colère de la classe ouvrière du bassin de Creil. L'écho fait au battage du P.C.F. sur son programme, la participation importante aux nombreux meetings aux

CREIL : LE PROLETARIAT DU BASSIN CONTRE LE CHOMAGE

portes des usines et à l'assemblée-débat de Piquet qui a réuni 1 500 personnes, prouvent que les ouvriers du bassin creillois en ont assez et attendent des propositions politiques. Mais ce n'est pas le P.C.F. qui peut les leur apporter, car derrière ses belles paroles, que propose-t-il en réalité ?

Tout d'abord la défense des fromages municipaux. 5 maires révisos ont joint leurs voix à celles des 12 autres maires de la région pour lancer un cri d'alarme au premier ministre : "non seulement ils (les maires) ne trouvent plus les moyens de poursuivre l'équipement mais encore ils ont de plus en plus de mal à équilibrer leur budget de fonctionnement". Ce qu'ils défendent surtout, c'est leurs sinécures municipales.

Puis, sous couvert de défense des intérêts "des travailleurs et de la population", ce sont surtout les intérêts des

couches les plus favorisées de la classe ouvrière que défendent les révisos. Comme solution au chômage, le préfet propose la création de centres de F.P.A. Toujours le même mensonge : le chômage serait dû à un manque de qualification des ouvriers. Pas de chance pour le préfet, les entreprises qui restent dans la région : Brissoneau, 2 500 employés, sous-traitant de Renault, Galvanor, 3 000 salariés, du trust Usinor, Francolor, 2 800 salariés, du trust Ugine-Kulman... sont de grosses boîtes qui emploient surtout des OS sur chaînes. Ce qui n'empêche pas nos 17 maires de tomber dans le panneau : "les entreprises restantes utilisent de plus en plus de main d'œuvre spécialisée, ce qui fait que les ouvriers professionnels et qualifiés, qui sont nombreux dans notre région, où la tradition ouvrière est ancienne, trouvent de plus en plus difficilement

LES REVISIONNISTES TENTENT DE DÉVOYER LA COLÈRE MONTANTE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Après Penarroya, Girosteel, les luttes dures avec occupation continuent. La dernière en date : le Joint Français à Saint-Brieuc. Les ouvriers du Joint Français luttent pour une augmentation de salaire : ils sont les plus mal payés de la région, et quand on sait le niveau des salaires en Bretagne... Après plusieurs semaines de débrayages qui échouent, ils occupent leur usine. Comme à Penarroya, Girosteel, comme à Creusot-Loire, (Dunkerque) comme chez Joseph Paris à Nantes, les patrons font appel au tribunal des référés qui ordonne l'expulsion des grévistes avec "l'emploi de la force publique si nécessaire". Cette intimidation patronale n'entame pas la combativité des travailleurs : la grève continue.

A Nantes, les ouvriers ont dû faire face à l'offensive conjuguée des flics et des cadres fascistes du "Comité de défense de la liberté du travail" qui ont bloqué les locaux de l'inspection du travail pour obtenir que les flics évacuent les grévistes. Le lendemain, les flics intervenaient.

— A Dunkerque, le patron fait appel aux flics et à une entreprise privée pour démanteler les barrages et

les piquets des grévistes et construire une troisième voie d'accès à l'usine. Le lendemain 17 mars, les cadres et les jaunes en profitent pour essayer de pénétrer par tous les moyens dans l'usine et attaquer les grévistes. Les grévistes ripostent en jetant des pierres et en brûlant des vieux pneus pour empêcher l'avancée des cadres et des jaunes. Les bagarres durent une bonne partie de la journée. Une fois de plus, c'est la collusion flics-jaunes-patrons qui débouche l'usine.

— A St-Brieuc, les flics, devant la résistance des grévistes ont dû cisailier les chaînes des portes de l'usine pour l'occuper avec plusieurs cars remplis de gardes-mobiles.

— Aux papeteries Zig Zag à Thonon : 8^e semaine de lutte pour la défense des conditions de travail. Le patron veut faire tourner une partie de l'usine en marche continue sur la machine 6 qui produit le plus. La C.G.T. accepte. Les 43 ouvriers de l'atelier concerné refusent. Ils sont lock-outés. Les délégués C.G.T. font tourner la machine 6 avec la maîtrise. Le 6 mars, après 38 jours de lock-out les 43 ouvriers occupent leur atelier et

s'opposent aux flics qui veulent les évacuer. Le 8 mars, la grève s'étend à l'ensemble des ouvriers de l'usine qui occupent le centre vital, la chaufferie. La C.G.T. ordonne à ses adhérents de rentrer au travail. Depuis le 11 mars, la solidarité s'étend dans la région : débrayages dans les usines, manifestation à Thonon.

De toutes ces luttes, laquelle est mise en avant par l'Humanité ? Aucune. Par contre cité en exemple sur trois colonnes avec un gros titre : "Dassault à Argenteuil : grève victorieuse des ouvriers et de la maîtrise." On peut y lire : "C'est la première fois que le personnel ouvrier et la maîtrise se trouvent ainsi rassemblés dans un tel mouvement." L'Humanité insiste là-dessus uniquement parce qu'il y a une union maîtrise-ouvrier. Si l'on regarde les résultats de cette prétendue victoire : des miettes sur les salaires et... une promesse de poursuite de discussions sur les conditions de travail, et la suspension de sanction de la direction pour... un chef chef d'atelier. Nous retrouvons bien là les mêmes types d'agissement que dénoncent nos correspondants de Creil et de Renault.

un emploi et sont obligés de quitter la région". C'est à dire en clair : nous revendiquons des emplois hautement qualifiés pour cette minorité de la classe ouvrière ; quant aux autres, les jeunes qui représentent la moitié des chômeurs de la région, les femmes, les immigrés, ils n'ont qu'à se débrouiller tout seuls... ou aller dans des centres de F.P.A., pour ne trouver que des emplois d'OS à la sortie. C'est mettre l'ensemble de la classe ouvrière à la remorque des couches privilégiées de celle-ci.

Enfin, les révisos lancent le grand mot d'intérêt national. Comme il le dit dans sa feuille locale "le Travailleur de la région creilloise", le P.C.F. est "le défenseur de la dignité et de l'intérêt national", face aux trusts américains Ascinter Otis et autres qui sacrifient les ouvriers creillois à leurs propres intérêts, par exemple en liquidant Saxby pour aller investir hors de France... Comme si les trusts français agissaient autrement : Wendel ne liquide-t-il pas 12 000 emplois en Lorraine pour se restructurer à Fos-sur-Mer et investir en Mauritanie ? Il est vrai que, au nom de "l'intérêt national" (du patron à l'OS), le P.C.F. se fait le défenseur des trusts français.

Les révisos creillois, comme leurs compères de toute la France, ne défendent pas seulement "l'intérêt national" contre les trusts US... mais aussi contre les travailleurs immigrés à Creil. Revenons à la déclaration de nos 17 maires (dont 5 révisos, ne l'oublions pas) : "les ouvriers professionnels et qualifiés... trouvent de plus en plus difficilement un emploi et sont obligés de quitter la région... Par contre arrivent toujours plus nombreux les étrangers (Nord-Africains, Portugais, Yougoslaves, Turcs). L'agglomération creilloise seule en compte 7 000, c'est-à-dire plus de 10 % de la population... 7 000 creillois travaillent dans des entreprises parisiennes, qui paient leurs patentes à la ville de Paris ; 7 000 étrangers, pour la plupart vivant en célibataires, dépensent le moins possible afin de faire vivre leur famille restée au pays... De tout cela il résulte un aménagement progressif des finances locales".

Quel merveilleux condensé de la politique révisionniste : les étrangers viennent prendre la place de nos meilleurs ouvriers, les plus qualifiés ; et par-dessus le marché, ils ne font rien rentrer dans les caisses municipales. Ils ne vous restent plus qu'à ajouter "qu'ils s'en aillent", n'est-ce pas Messieurs Trin, Maillet, Guillot, Sarrazin, Corbon, maires révisos, signataires de cet appel crapuleux ? Ce sont encore une fois les révisionnistes qui reprennent les plans de la bourgeoisie pour mieux les faire passer dans la classe ouvrière. Dénoncer leurs manœuvres de fidèles laquais du capital est une nécessité impérieuse si on veut lutter contre le chômage.

De notre correspondant à Creil.

RENAULT : les revendications de la CGT, une manœuvre de division de la classe ouvrière

Dans ses derniers numéros, Front Rouge a montré comment les révisionnistes se faisaient les complices actifs de la bourgeoisie dans l'assassinat d'un ouvrier révolutionnaire à Renault, comment ils appellent ouvertement à la liquidation des révolutionnaires qui dénoncent le système d'exploitation capitaliste. Cette semaine, notre correspondant à Renault Billancourt nous montre comment à l'intérieur de l'usine, la C.G.T. essaye de faire admettre aux ouvriers l'idée du soi-disant complot gouvernement-gauchistes en leur proposant simultanément d'agir pour une amélioration de leur qualification.

LES REVISIONNISTES REPRIMENT LA CLASSE OUVRIÈRE

Après l'assassinat de Pierre Overney, la mobilisation organisée par la C.F.D.T. pour le lundi 28 février, a été un échec total.

La raison principale, c'est la répression que les révisos ont exercée, avec la maîtrise, sur les ouvriers. La C.G.T., le P.C.F., ont créé à Renault une atmosphère de peur et de panique. Tout en disant aux ouvriers de rester calmes, ils faisaient courir le bruit que les flics allaient investir l'usine ; ce qui est vrai, c'est que Billancourt était pratiquement en état de siège :

A la "machine-outil" (secteur où les OP sont nombreux et où les révisos sont bien implantés), la C.G.T. a organisé un débrayage contre le démantèlement du secteur, pendant le meeting contre l'assassinat, montrant ainsi aux autres ouvriers le calme et le sang froid des OP "qui ne se détournent pas des vrais problèmes, qui ne tombent pas dans le piège tendu par la bourgeoisie".

Les révisos recommandent aux immigrés de l'atelier 74 de ne pas bouger, de rester à leur travail, car ils risquent d'être expulsés. D'un côté les révisos déploient leur appareil pour forcer les gars à rester sur les chaînes, de l'autre la maîtrise est aux aguets, surveillant le moindre déplacement des ouvriers. On

retrouve la même collusion sur le lieu du meeting : maîtrise photographiant les participants, secrétaires C.G.T. faisant de même du toit d'un atelier.

Pour réprimer la classe ouvrière à Renault, l'empêcher de réagir contre l'assassinat d'un ouvrier révolutionnaire, et essayer de faire passer leurs calomnies sur un soi-disant complot du pouvoir avec les révolutionnaires, les révisionnistes ont tenté de détourner l'attention des travailleurs vers la question de la reprise des négociations avec la direction et, lorsqu'ils ont eu la situation bien en main, la C.G.T. a lancé sa revendication-choc : la "qualification".

LA QUALIFICATION : MOYEN DE DIVISION DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Les révisos comptent bien mobiliser tous les OS sur ce thème. Ils vont lancer un grand débat : qui va devenir P1, qui va rester OS ? "Sera classé OS l'ouvrier n'ayant aucune responsabilité" (tract C.G.T. Billancourt du 6 mars). Comment sera déterminé celui qui a des responsabilités et celui qui n'en a pas ? Que signifie donc le terme même de responsabilité dans la production capitaliste ? La C.G.T. avance quelques exemples d'ouvriers qui sont OS et qui devraient être P1 : pontonniers, routiers, essayeurs, contrôleurs... Toutes ces catégories d'ouvriers ont des responsabilités vis à vis du capital (veiller à ne pas détériorer "l'outil de production" — fausse manœuvre pour les pontonniers ou les routiers par exemple —, s'assurer que les produits sont bons afin que les capitalistes ne perdent pas de clients, pour les contrôleurs).

Mais les listes ne sont pas closes, d'autres OS peuvent espérer y accéder : on imagine sans peine la confusion que les révisos peuvent créer dans les rangs des ouvriers avec des revendications de ce type, la division même qu'ils vont provoquer dans la classe ouvrière. Et qui a intérêt à ce que la classe ouvrière soit divisée, c'est-à-dire affaiblie ? La bourgeoisie.

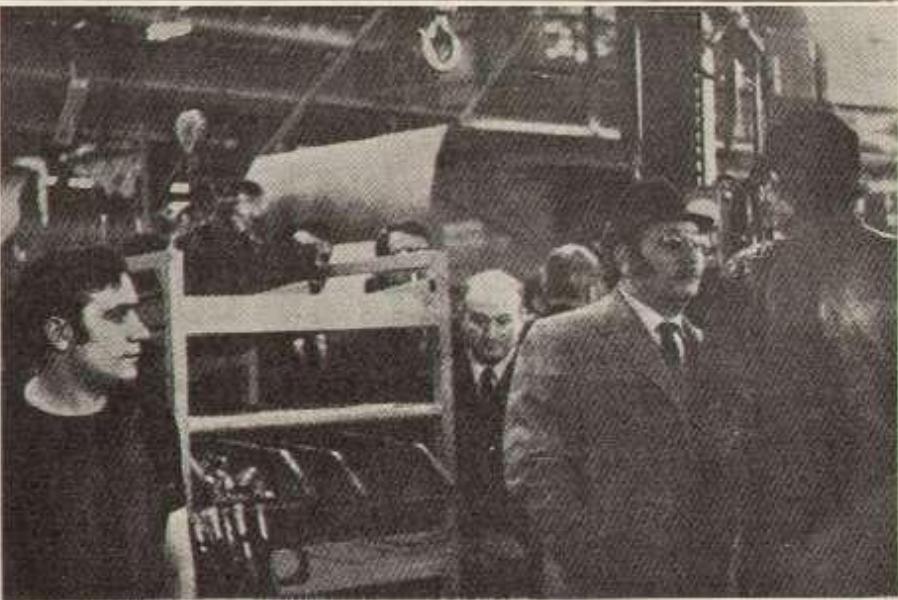
Les conditions de travail à la Régie se dégradent sans cesse ; orienter la combativité des OS sur la qualification est habile : si cela réussissait, cela économiserait à Dreyfus certains soucis, tels que des luttes contre les cadences, contre les accidents. Que le fondeur soit OP ou OS ne l'empêchera pas de respirer de la fumée 8 H par jour. Pour le cariste, être OP ne diminuera pas le risque d'accidents dus à la vitesse imposée par la Régie et à l'état du sol des allées.

Le but des révisos est bien de diviser la classe ouvrière par des revendications démagogiques, donnant l'illusion d'une possibilité de promotion. Ils espèrent tenir plus fermement en mains une fraction des OS de Billancourt en les mettant à la traîne de l'aristocratie ouvrière pour qui la promotion est bien la revendication principale.

MASQUER LA TENDANCE A LA DEQUALIFICATION

La C.G.T. affirme que "des milliers de travailleurs (chez Renault) actuellement OS doivent être classés P1". Sur quoi s'appuie la C.G.T. pour lancer une telle affirmation ? La suite du tract C.G.T. est claire à ce sujet : "l'évolution des sciences et des techniques a développé des qualifications nouvelles avec des responsabilités souvent importantes que le patronat a classées systématiquement OS". Que Monsieur Sylvain (secrétaire C.G.T.) pousse jusqu'au bout son raisonnement et dans quelque temps la catégorie des OS aura disparu, tout le monde sera technicien, professionnel.

Quel mensonge, quelle trahison ! Prétendre que le capitalisme développe la qualification alors que le travail ne cesse de se parcelliser, de se réduire à des gestes de plus en plus simples pour pouvoir être intensifié au maximum, pour que le capital puisse en tirer le maximum de plus-value ; alors que la déqualification est une loi en régime capitaliste, que les OS sont depuis longtemps de simples appendices des machines, et que depuis quelques années les OP sont également touchés. De nombreux jeunes travaillant sur les chaînes avec un C.A.P. en poche, les révisos s'insurgent : "aucun possesseur de C.A.P. ne doit être utilisé à un travail d'OS". Et que peuvent ils faire d'autre aujourd'hui ? Etre chômeurs !



Renault 1^{er} mars : flics et délégués CGT pour chasser les ouvriers de l'usine.

La C.G.T. demande : "le respect des promotions de P1 à P2, de P2 à P3, P3 à technicien". Les révisionnistes veulent faire espérer à chaque travailleur qu'il pourra devenir technicien ou même plus... Nogrette a bien commencé comme ajusteur pour finir chien de garde du capital, c'est en effet la seule perspective que peuvent tracer les Séguy et Cie, étant eux-mêmes de bons valets de la bourgeoisie.

C'est donc en mettant une étiquette d'OP sur certains OS que les révisos "mènent le combat" contre les conditions de travail. On voit là toute leur hypocrisie lorsqu'ils s'approprient sur le sort des OS. Ils sont partie prenante des thèses de la bourgeoisie dont les études montrent qu'avec la "psychologie" on pourrait plus facilement faire accepter leur sort aux OS : par exemple fabriquer une catégorie d'OS3 équivalant à P1 ; mais le travail abrutissant fait par l'OS2, l'OS3, ou le P1 ne changerait évidemment pas.

Pour masquer la déqualification et justifier la revendication C.G.T. de Renault pour une "promotion" des ouvriers, la campagne démagogique des capitalistes selon laquelle ils prennent des mesures pour supprimer l'abrutissement et la fatigue des OS travaillant à la chaîne, vient à point nommé. Les capitalistes parlent de faire faire aux OS des opérations différentes, au lieu

d'une seule, en une journée (par exemple comme au Mans, où sur une chaîne les ouvriers suivent la pièce et font tour à tour toutes les opérations ; ceci commence à être expérimenté à Billancourt). En fait cela ne changera rien : les capitalistes imposent toujours la réduction croissante des temps pour effectuer les opérations. Dreyfus montre d'ailleurs sans détour les limites qu'il donne à cette soi-disant transformation du travail à la chaîne quand il déclare : "Je ne crois pas que la parcellisation puisse être supprimée : ce que demande l'ouvrier, n'est pas d'avoir un travail plus intéressant, mais, de travailler moins longtemps, de gagner plus, ce que lui apporte la Régie". Tout ceci n'empêche pas les révisionnistes d'embrayer sur cette initiative des capitalistes en souhaitant sa généralisation et en voyant un point d'appui pour formuler leur revendication : "plus de complexité dans le travail, donc plus de qualification pour certains ouvriers".

Mais ils ont du mal à faire passer leur camelote : à leur meeting du jeudi 16 mars, ils n'ont rassemblé que quelques centaines de travailleurs pour la plupart des professionnels et des employés de bureau.

Correspondant Renault-Billancourt

LE P“C”F NE DETOURNERA PAS LA JEUNESSE DE LA VOIE RÉVOLUTIONNAIRE

Les 18 et 19 mars, les révisionnistes ont prétendu mobiliser la jeunesse sur trois mots d'ordre : droit au travail, droit au savoir, droit au métier. Ces manifestations étaient prévues depuis longtemps. Dans le contexte actuel, les révisionnistes ont été obligés de leur donner un contenu différent. La jeunesse s'est révoltée contre l'assassinat de Pierre Overney par les bandes armées du capital, elle a été indignée, ou, pour le moins, sérieusement ébranlée par les déclarations compliquées de Marchais. Les révisionnistes, depuis, s'activent. Certes, ils proclament à qui veut l'entendre que la première phase du complot a été déjouée, que la "provocation gauchiste-fasciste" a échoué, mais s'ils nient la réalité au niveau de leurs déclarations et de leur propagande, ils sont bien obligés de la regarder en face : 200 000 manifestants à l'enterrement d'Overney, dont une majorité de jeunes. Il leur faut coûte que coûte continuer et réussir leur entreprise de racolage de la jeunesse. Mais pas n'importe comment et non sans objectifs précis. Comme à Renault, ils ont su articuler leur lutte contre le soi-disant "complot" et le désir de lutte de couches de la jeunesse en quête d'un emploi.

Dans l'organisation des rassemblements des 18 et 19 mars, leur tactique s'est voulue habile. Ils ont proposé à la jeunesse des mots d'ordre répondant à des questions qui la préoccupent au plus haut point : l'emploi, le chômage. Quelles solutions avancent-ils ?

- application des accords sur la formation professionnelle. (1).
- prise en compte des diplômes techniques dans les classifications.
- augmentation de l'al-

location chômage et son extension à tous les jeunes à la recherche d'un emploi.

- des crédits pour l'école, pas pour les monopoles, ni pour la force de frappe.

Ce ne sont pas là les revendications d'une véritable lutte contre le chômage. Une lutte conséquente contre le chômage ne peut exister que dans le cadre d'une lutte pour le renversement du capitalisme. Dans les solutions avancées, il n'y a pas un mot sur l'exploitation capitaliste, sur le système capitaliste responsable du chômage et de son extension, pas un mot sur l'aggravation de la crise de l'impérialisme mondial. Ce n'est pas le but des révisionnistes. Ils veulent donner l'illusion que le chômage peut se résorber dans le cadre du système capitaliste par de meilleures conditions d'étude, des crédits supplémentaires. C'est ainsi que Paul Laurent dans l'Humanité du 13 mars 1972 cite en exemple, comme objectif à atteindre, le prétendu acquis des accords de formation professionnelle. C'est une duperie. L'intérêt du capitalisme n'est pas de dépenser de l'argent pour former des ouvriers qualifiés et les payer ensuite plus cher, mais, au contraire, d'extorquer toujours plus de plus-value. C'est de plus, vouloir unir toute la jeunesse sur les mêmes objectifs : proposer au jeune ouvrier de lutter pour que d'autres jeunes trouvent dans la production un poste où ils opprimeront la classe ouvrière (ingénieur, technicien). Faire ainsi l'amalgame entre la jeunesse ouvrière et la jeunesse intellectuelle, c'est mettre la jeunesse ouvrière à la remorque de la jeunesse intellectuelle, nier ses intérêts de classe.

Les révisionnistes avaient aussi pour but d'alimenter par ces manifestations leur cam-

pagne contre les idées révolutionnaires et leur influence sur la jeunesse ouvrière et intellectuelle. "Ces manifestations constitueront une riposte de masse au complot politique du pouvoir. Ils seront l'occasion pour les jeunes de montrer leur détermination à ne pas servir de masse de manœuvre pour des opérations anti-communistes de diversion et de division, à ne pas se laisser détourner du vrai combat contre le pouvoir et le patronat, pour l'emploi, le savoir, le métier, son avenir aux côtés et avec ses aînés les travailleurs". (Bureau national de la jeunesse "communiste").

Qui détourne du "vrai combat contre le pouvoir et le patronat ?" Les révisionnistes. Ils donnent l'illusion que le chômage peut se résorber en régime capitaliste. Ils proposent l'objectif de l'union populaire et pas celui de la révolution prolétarienne armée. Qui utilise la jeunesse comme masse de manœuvre ? Les révisionnistes. Quand on a abandonné les objectifs de la révolution, on utilise les masses comme des pions à la manière des politiciens bourgeois. Proposer à la jeunesse ouvrière de noyer ses intérêts de classe dans un vaste front de la jeunesse, c'est la détourner du combat contre le capitalisme ; c'est l'utiliser comme masse de manœuvre au service d'opérations qui n'ont plus de liens avec la révolution. Qui est alors le ramassis de manipulateurs et d'anticommunistes sinon le P"C"F ?

(1). Aucune illusion à nourrir sur ces accords. Discutés entre patronat et syndicat, votés par le parlement bourgeois, ils sont dans la droite ligne des accords de collaboration conclus en série depuis mai 68 (voir les accords sur l'emploi par exemple dans Front Rouge n° 11). Ils ne risquent pas d'affaiblir le système capitaliste.

POMPIDOU suite de la page 1

l'oppression inégal des pays alliés les amèneront inévitablement à se dresser les uns contre les autres. Déjà des contradictions très aiguës existent entre l'Angleterre, l'Allemagne et la France, pour savoir qui va diriger, dans cette Europe unie. Cette Europe des capitalistes n'est pas une nouveauté, déjà en 1915, Lénine disait à propos du mot d'ordre des "états unis d'Europe" : "certes, des ententes provisoires sont possibles entre capitalistes et entre puissances. En ce sens, les Etats unis d'Europe sont également possibles, comme une entente des capitalistes européens... dans quel but ? Dans le seul but d'étouffer en commun le socialisme en Europe, de protéger en commun les colonies accaparées contre le Japon et l'Amérique, gravement lésés dans l'actuel partage des colonies et qui se sont renforcés au cours de ces cinquante dernières années infiniment plus vite que l'Europe monarchique arriérée, qui pourrait déjà de vieillir".

Ainsi le prolétariat de France, comme tous les prolétaires d'Europe, n'a rien à attendre de cette manœuvre : elle ne réduira pas les millions de chômeurs européens, elle n'améliorera pas leurs conditions de vie et de travail. La grève des métallurgistes allemands de fin 71, la grande grève des mineurs anglais de février 72, les luttes permanentes menées par le prolétariat italien sont la preuve que Heath, Brandt, Pompidou, sont animés par la même logique de gangsters : rançonner au maximum la classe ouvrière, lui faire payer les difficultés de la crise mondiale du capitalisme. L'unité, même temporaire, de ces gangsters n'amènera rien de bon au prolétariat.

UNE BATAILLE DE PARTIS BOURGEOIS

Mais le gouvernement Pompidou espère aussi retirer d'autres avantages de son référendum : semer la discorde dans le camp PS - P"C" qui aspire à remplacer l'UDR aux prochaines élections pour

gérer les affaires du capital. Parce que depuis plus de 10 ans ils ne participent plus au gouvernement, PS et P"C" espèrent que sont oubliés leurs méfaits, les trains de mesures anti-ouvrières qu'ils ont mis en œuvre (du "retrouvez vos manches" pour remonter l'"industrie nationale" de Thorez en 45 au vote des pleins pouvoirs à Guy Mollet pour mener la guerre d'Algérie en 56). Aussi ne craignent-ils pas de déclencher, en perspective des élections de 73, une vaste offensive contre l'UDR : scandale Rive Henrys, campagne de l'avis fiscal, et ils comptent bien s'appuyer sur la colère des ouvriers contre la paupérisation pour s'installer au gouvernement à l'aide de leurs bulletins de vote.

L'image de marque de l'UDR s'en est certainement trouvée ternie. Il fallait d'urgence pour Pompidou reprendre l'offensive ou laisser les rênes à des partis mieux placés pour tromper le prolétariat. Le référendum de Pompidou attaque "l'unité de la gauche" là où elle est aujourd'hui le plus vulnérable, là où leurs programmes sont les plus clairement divergents et inconciliables : sur l'Europe.

Révissionnistes et socialistes pris à leur propre jeu de partis bourgeois, crient au piège et au complot ; mais ce qu'ils n'expliqueront jamais à la classe ouvrière c'est que :

1. le suffrage universel n'est pas l'arme absolue pour que "le peuple exerce sa souveraineté", puisque PS - P"C" fondent leur action, leur existence même sur cette croyance qu'ils inculquent systématiquement aux masses. Ils ne peuvent sans se démasquer reprendre l'explication des marxistes léninistes sur le suffrage universel : une arme aux mains de la bourgeoisie, pour duper les masses, pour leur faire croire qu'elles disposent ainsi du pouvoir, pour les détourner de la tâche de briser l'appareil militaire de la bourgeoisie, seul moyen de conquérir effectivement le pouvoir.

2. leurs programmes ne sont rien d'autres que des programmes électoraux pour arriver au gouvernement qui peuvent être modifiés, marchandés, voir déchirés, au cas où ils constitueraient un obstacle à ce but : devenir ministres. Alors qu'ils ont passé plusieurs mois déjà l'un à l'autre, l'autre à le diffuser, alors que noir sur blanc ils expriment des positions contradictoires sur l'Europe, PS - P"C" déclarent aujourd'hui qu'il est nécessaire, vital, et possible, qu'ils adoptent une position commune à ce référendum. Ils sont prêts à tout pour maintenir leur cartel électoral, à condition de ne pas se contredire ouvertement devant les masses.

DES MENACES VOILÉES A LA CLASSE OUVRIÈRE

Mais jamais dans le discours de Pompidou, dans les questions qu'il s'est fait poser par les journalistes, il n'a été question des luttes de la classe ouvrière. A l'écouter, on ne croirait pas qu'aujourd'hui les occupations, les grèves longues vont en augmentant, que les ouvriers engagent des luttes résolues contre leurs conditions de travail, contre le chômage... Pompidou n'a parlé que des luttes de la jeunesse, que des lycéens "pervertis par leurs enseignants" et il a prédit des "malheurs" si les parents ne réprimaient pas leurs enfants : "Quant à l'Etat, en présence de situations qui peuvent être dramatiques, il sera obligé de faire son devoir et il le fera". Mais soyons certains que ces menaces visent tout autant la classe ouvrière. Quand on sait que Pompidou a affirmé qu'il n'y avait pas eu de victimes en 68, alors que les CRS ont assassiné Beylot, Blanchet, ouvriers de Peugeot-Sochaux et Gilles Tautin lycéen marxiste léniniste, on mesure l'ampleur des "dramas" qu'il complotait contre la classe ouvrière. Mais ces menaces, même mises en application n'empêcheront pas, bien au contraire, le prolétariat de France de s'assimiler cette vérité : "LE POUVOIR EST AU BOUT DU FUSIL".

CONTRE LE SECTARISME



Le sectarisme signifie l'incapacité à se lier avec les masses, l'incapacité à déterminer la ligne à suivre en se fondant sur une liaison étroite avec les masses. Ses effets sont très néfastes : les sectaires sont incapables de saisir l'évolution et les progrès de la lutte de classe, ils n'ont en tête que les principes qu'ils ont lu dans les livres, toute leur activité est limitée à la diffusion et au rabachage de ces principes. Les sectaires sont trop purs pour se mêler aux soubresauts du mouvement des masses, aux diverses luttes par lesquelles progresse l'histoire. Quand les masses ne sont pas de leur avis, les masses ont tort, quand les masses entrent en lutte, il faudrait qu'elles se rangent à leur avis, et comme il est rare qu'elles le fassent, les sectaires se trouvent rarement à leur tête, mais plus souvent à leur traîne. Il y a alors deux vérités : la première, dont sont intimement persuadés les sectaires, c'est la marche de l'histoire telle qu'ils la pensent, avec tous les plans qu'ils ont établis pour qu'elle se réalise ; la seconde, celle que la vie forge chaque jour. Et tout le drame du sectarisme consiste dans le fait que ces deux vérités ne coïncident pas. Ce qui est grave, c'est quand cette maladie gagne les marxistes. Dans l'histoire du marxisme en France, le sectarisme a eu raison du courant révolutionnaire qu'a représenté pendant toute une période le guesdisme : il a fait disparaître au siècle dernier les chances d'une révolution. Ne croyons pourtant pas que

toutes les leçons de cette expérience négative du mouvement ouvrier dans notre pays ont été tirées. Le sectarisme constitue aujourd'hui un danger très sérieux. Il s'agit à présent d'une réaction en retour contre le spontanéisme qui signifie, lui, l'abdication des marxistes devant le mouvement de masse. Les spontanéistes croient que le mouvement spontané des masses suffit à l'avancée de la révolution : les sectaires, bien au chaud dans leurs projets, leurs principes et leurs plans, se contentent de le regarder passer.

Comment se manifeste concrètement cette déviation ?

- On ne comprend pas que les luttes engagées par la classe ouvrière pour des augmentations de salaire, contre les conditions de travail, les licenciements, la brutalité de la maîtrise, les cadences, exacerbent les contradictions entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. On ne comprend pas qu'elles fournissent aux marxistes le moyen de faire comprendre aux larges masses prolétariennes leurs tâches historiques, la nature profonde de la classe bourgeoise, de l'impérialisme. On sépare la nécessaire participation active à ces luttes des tâches de propagande communiste. De la même façon que les économistes, conspués par Lénine, voulaient détourner la classe ouvrière des luttes politiques, de la même façon, les sectaires, voudraient que la classe ouvrière renonce à toute lutte économique.
- On ne comprend pas que les marxistes doivent diriger leur travail en direction des larges masses, et pas seulement en direction des éléments les plus conscients du prolétariat. On bâtit un schéma idéal : gagner d'abord les éléments les plus avancés, puis une fois cette tâche réalisée, gagner les autres ; on ne comprend pas que, pour en arriver là, il faut constamment déployer un large travail de masse, étendre le plus largement possible l'agitation et la propagande communistes. On ne comprend pas que la détermination de la ligne à

suivre est indissolublement liée à ce travail de masse et que seule une ligne juste sanctionnée par une tactique de lutte correcte, par des mots d'ordre repris par les masses, est la condition pour remplir cet objectif. L'attitude qui consiste à dire aux éléments avancés : "Viens un peu par là, que je t'explique le marxisme" est entièrement vouée à l'échec. Parce qu'un marxiste doit faire preuve de sa capacité à se lier avec les larges masses, parce qu'un élément avancé du prolétariat ne l'est que s'il le montre dans la lutte de chaque jour.- On ne comprend pas que le parti à construire ne doit pas être un "parti de cadres", dont chaque militant se prépare à jouer un rôle dirigeant dans chaque mouvement de masse. C'est le parti qui doit diriger la lutte du prolétariat. Cela signifie qu'il détermine une ligne juste, qu'il charge certains de ses militants de l'appliquer en assumant la responsabilité de la direction d'organisations de masse, de mouvements de lutte, mais la condition pour cela, c'est que les masses adhèrent à ses mots d'ordre et choisissent elles-mêmes leurs dirigeants, que personne ne peut leur imposer. Cela signifie aussi que les communistes sachent s'allier aux non-communistes et rallier à eux les dirigeants et les cadres non-communistes, que des militants communistes travaillent dans les masses sans être pour autant des cadres ou des dirigeants, mais de simples militants, particulièrement actifs dans la lutte. Comprendre cela c'est rejeter toute conception étroite du Parti, c'est entreprendre dès aujourd'hui un important renforcement en hommes du parti, c'est condamner la politique de "porte close". C'est mettre à l'ordre du jour non pas une politique irresponsable de "porte large et ouverte", mais de large recrutement principalement dans le prolétariat. L'édification du Parti n'est en rien l'affaire d'une petite frange de spécialistes se préparant à imposer ses vues à la classe ouvrière, mais c'est l'affaire



faire des ouvriers les plus décidés et les plus conscients, du prolétariat révolutionnaire tout entier.

- On se comporte comme si celui qui ne pense pas ce que pensent les communistes était un ennemi. On ne comprend pas que la faiblesse encore grande du mouvement marxiste dans les masses perpétue bon nombre de conceptions erronées, on ne voit pas qu'un grand nombre de militants révolutionnaires s'engagent sincèrement dans la lutte tout en conservant ou en se ralliant à des points de vue faux. On met dans le même sac ceux qui ont fait le choix conscient d'une option politique réactionnaire et ceux qu'ils entraînent sur la base souvent de justes luttes. On condamne en bloc : les anarchistes, les trotskystes, les réformistes, sans nuances, sans appel. Et ainsi que fait-on ? Il est bien clair qu'on renforce les courants erronés, anti-communistes, au sein du mou-

vement révolutionnaire, qu'on isole des révolutionnaires, comme on se voue déjà à se couper des masses.

- On se comporte comme si celui qui ne pense pas ce que pensent les communistes était un ennemi. On ne comprend pas que la faiblesse encore grande du mouvement marxiste dans les masses perpétue bon nombre de conceptions erronées, on ne voit pas qu'un grand nombre de militants révolutionnaires s'engagent sincèrement dans la lutte tout en conservant ou en se ralliant à des points de vue faux. On met dans le même sac ceux qui ont fait le choix conscient d'une option politique réactionnaire et ceux qu'ils entraînent sur la base souvent de justes luttes. On condamne en bloc : les anarchistes, les trotskystes, les réformistes, sans nuances, sans appel. Et ainsi que fait-on ? Il est bien clair qu'on renforce les courants erronés, anti-communistes, au sein du mou-

tionnaire, on néglige cet enseignement de Lénine et de Staline, mille fois illustré par l'histoire, on croit pouvoir faire l'économie de cette expérience directe, nécessaire, irremplaçable ; c'est une vue de l'esprit. On ne comprend pas que si les masses s'engagent dans une voie erronée, voire si elles courent à leur perte, il ne suffit pas de les mettre en garde, de déployer tous ses efforts pour les en détourner, mais qu'il faut aussi les accompagner dans cette expérience.

- On se montre fort indulgent par rapport à ses propres erreurs et intransigeant face aux erreurs des autres. On ne garde de mémoire, parfois même de rancune, que pour les erreurs qui sont celles des autres, on s'érige en procureur, on remplit aisément et trop vite "la poubelle de l'histoire". Quelles que soient les erreurs qu'on a soi-même commises — et comment ne pas en commettre — on pense avoir reçu de l'histoire une mission, un destin, et qu'il est bien inutile de chercher à avoir d'autres soucis. On s'imagine que le jugement est tranché une fois pour toutes, alors que c'est aux masses que revient ce jugement.
- Le sectarisme est tel qu'il aboutit à renforcer en fait les courants erronés, aujourd'hui le révisionnisme, le spontanéisme et leurs variantes.
- Il rompt toute liaison possible avec les masses, il tend à transformer en secte le parti marxiste. Pour nous, il ne saurait y avoir de trêve dans la lutte contre lui. Tout nous pousse à éliminer les séquelles de ce mal dans nos rangs : c'est la condition de notre victoire. Et à la combattre là où il se manifeste : c'est une condition nécessaire de l'unité.

MARTINIQUE

A bas l'impérialisme français et ses valets du P''C''M

A la suite de la répression sanglante à la Martinique, lors de la visite de Messmer en mai 68, et qui a assassiné Gérard Nouvet, à la suite des manifestations de protestation à Paris, plusieurs patriotes martiniquais ont été arrêtés par les autorités coloniales françaises. Des procès vont s'ouvrir sous peu. A cette occasion, nos camarades de l'Association générale des étudiants martiniquais nous ont fait parvenir un article dénonçant l'impérialisme français. C'est la première partie de cet article que nous publions ci-dessous.

Depuis quelques mois le peuple martiniquais en lutte prend la parole que tentait de lui ôter le colonialisme français. Mais la presse bourgeoise française est muette à ce sujet. A la lire, pas de colonialisme, pas d'armée occupant des territoires étrangers, pas de nouvelle traite des nègres organisée par le BUMIDOM, avec en tête Valéry Giscard d'Estaing, Camille Petit UDR local, et l'AMITAG.

Et pourtant, DEUX SIECLES D'ESCLAVAGE.

Origine du colonialisme français en Martinique.

Rappelez-vous au 17^e et 18^e siècle, la France, pour ses besoins économiques (matières premières et agricoles, épices, or, sucre, indigo, café, cacao, etc...) sous l'impulsion de la bourgeoisie marchande et commerciale qui se développe, organise l'asservissement des peuples noirs, indiens et asiatiques. Pour établir l'exploitation dans notre pays, à leur seul profit, les colons français, békés, organisent la traite inhumaine des nègres et instituent l'esclavage.

Peuple enfanté par la violence.

Dès le jour où, il y a 337 ans, le premier colonialiste posait les pieds en Martinique, les Indiens déclenchèrent une guerre de libération nationale. Avec l'appui des premiers esclaves déportés, ils tinrent tête pendant plus d'un siècle aux armées colonialistes, préférant la mort à la servitude. "La liberté ou la mort" tel est le cri de guerre des milliers d'esclaves révoltés dans toute la Caraïbe. Il illustre les traditions révolutionnaires du peuple martiniquais construisant son unité dans la résistance à l'oppression colonialiste. D'abord par des révoltes individuelles et anarchiques, les esclaves qui viennent de tribus différentes, parlent des langues différentes, organisent la résistance : ce sont les nègres marons, les suicides, les infanticides, les incendies, les empoisonnements de Békés... Mais bientôt la concentration sur les habitations, le développement du créole comme langue commune, l'identification de l'ennemi commun, la lutte et la résistance communes, cimentent l'unité des esclaves contre les colonialistes esclavagistes français et de grandes insurrections ont lieu, organisées et collectives : 1801, 1802, 1822, 1832... 1848, c'est la révolution armée anti-esclavagiste qui impose l'abolition de l'esclavage. 1870, c'est, par l'insurrection armée, la libération de tout le Sud du pays, et la proclama-

tion de la République martiniquaise. Telle la Commune de Paris, un an plus tard, l'insurrection échoua faute d'une organisation et d'une conscience claire parmi les masses elles-mêmes. Mais ne nous éternisons pas sur cette histoire de nos luttes, qui, si elle nous intéresse à titre d'expérience et d'enseignement,



Manifestation du 29 mai 1971 à Paris, après la mort de Gérard Nouvet

ne doit pas nous masquer la réalité d'aujourd'hui : celle d'un impérialisme français colonialiste, raciste et sanguinaire.

L'IMPERIALISME FRANCAIS AUJOURD'HUI EN MARTINIQUE

L'intérêt de l'exploitation coloniale est évident et se caractérise par :
— pillage des ressources agricoles du pays orienté uniquement vers l'exportation en France. Sur la base de la monoculture bécéphale de la canne à sucre et de la banane, puis de l'ananas. La culture de la canne est liquidée au profit des monopoles betteraviers français. (production en 1963 : 97 000 t, 1969 : 27 000 t). C'est la ruine pour les petits planteurs qui ne peuvent se réorienter.

— liquidation des cultures vivrières, de l'élevage, de la pêche au profit des commerçants et des monopoles importants de France, du Marché commun et des USA, et aussi des produits alimentaires de base : lait, beurre, poisson, huile, carottes, salades, etc., 70 % de la consommation en produits maraichers sont importés.

— exploitation d'une main d'œuvre à bon marché (les SMIC et SMAC sont de loin inférieurs à ceux de la France). Cela est rendu possible par le maintien organisé d'une masse de chômeurs (1/4 de la population totale). Cette main d'œuvre de moins en moins utilisée sur place est déportée en France, en Suisse, au Canada. C'est en fait, une nouvelle traite des nègres pour l'esclavage capitaliste. Le BUMIDOM (bureau des migrations à l'intention des départements d'outremer) est dit dans ses statuts "société commerciale". Que vend le BUMIDOM ? Des travailleurs martiniquais, des bonnes à tout faire,

etc... 94,2 % à l'administration : police, armée, médecins... mais il y a 20 milliards par an de rentrée par impôts, cotisations, etc... et 50 milliards de profits retournent dans les poches des monopolistes français dont certains mêmes sont au gouvernement français comme Debré, Pompidou, Chalandon, Foccard... et autres...

La nature de l'impérialisme français, qui repose sur ces intérêts économiques et stratégiques, entre autres, ne saurait changer. C'est pour cela que l'autonomie dans le cadre impérialiste français que demandent les réformistes et les révisionnistes, est un mot d'ordre foncièrement pro-colonialiste. (à moins que nous attendions pour être autonomes, que la France soit une "démocratie avancée" avec Marchais ou Mitterrand, qui était ministre de l'intérieur, pendant que Massu torturait le peuple algérien).

UNE TRAHISON EHONTEE

La trahison de la petite bourgeoisie réformatrice et révisionniste prend ses racines dans la période esclavagiste. 1848, 1900, 1946, 1959, 1971... C'est la longue histoire de la récupération des luttes populaires par la petite bourgeoisie.

Une duperie historique est fomentée par la bourgeoisie colonialiste et ses alliés petits-bourgeois ; ce sont, il est vrai des vérités qui font mal car elles relèvent du sadisme politique, mais notre peuple les a déjà crachées au visage de ceux qui réclamaient l'assimilation à la France (ils l'obtinrent en 1946 avec l'appui du P''C''F). Ceux qui tentent aujourd'hui encore de dévoyer notre lutte vers la voie néocoloniale, en méditant aux impérialistes assassins un référendum pour obtenir l'autonomie en union avec la France, pensent-ils à la France de Pompidou ou à celle de Marchais et Mitterrand, ce qui revient au même quant au fond ?

D'abord fédération du P''C''F, puis parti autonome, le P''C''M (parti communiste martiniquais) reconnaît lui-même dans sa revue théorique "Action", qu'il a trahi la lutte des ouvriers et des paysans, citant cette phrase de Staline, "La politique d'assimilation est absolument exclue de l'arsenal du marxisme-léninisme en tant que politique anti-populaire et contre-révolutionnaire, en tant que politique funeste" le P''C''M ajoute : "Mais une formule marxiste est une chose, son application correcte en est une autre. Mais comment les marxistes peuvent-ils échapper à une vision assimilationniste de leur propre vie politique quand eux-mêmes, les marxistes, sont assimilés ?"

Cette auto-critique bidon, cherche à masquer le fait principal, à savoir le contenu de classe bourgeois de la politique du P''C''M, sa nature colonialiste et révisionniste qui utilise le marxisme-léninisme pour des intérêts

de classe bourgeois et petit-bourgeois (pas un seul ouvrier au bureau politique...)

Quant au PPM (parti progressiste martiniquais), de Césaire, maire de Fort-de-France, tel un frère, il ressemble au P''C''M, la différence se situant au niveau de sa nature démagogique, nationaliste petite-bourgeoise, réformatrice et opportuniste.

Il suffit, pour caractériser la nature de ces deux partis de relire la Convention qu'ils ont rédigée sur le dos du peuple en août 71 à la Martinique. Ils vantent "les acquis positifs du colonialisme" comme si tout ce que la classe ouvrière et le peuple ont arraché ne l'a pas été par la force et par le sang.

Ils déclarent : "nous avons à tenir compte de la nécessité de ne pas compromettre notre effort de développement en subrogeant immédiatement l'Etat français dans les responsabilités qui lui incombent actuellement". Cet Etat, ils font mine d'en oublier la nature.

Ils font appel à l'aide de l'Etat français "contribution globalisée au moins à son niveau actuel" pour perpétuer l'idée d'une France généreuse et masquer sa nature réactionnaire impérialiste. Les impérialistes vont nous rembourser !!! Qu'est-ce qu'un état qui vit de l'aide d'un autre état impérialiste, si ce n'est un état dominé comme ceux d'Afrique à la Tombalbaye, Senghor, Houphouët. Le peuple de cet état est donc un peuple opprimé.

"Si nous convenons d'accepter le cadre français, c'est par raison" écrit "Justice" journal du P''C''M.

Lisez le "Progressiste" du 13/9/71 organe du PPM. "Les responsables martiniquais renoncent à une partie de la souveraineté nationale au profit de la France. L'autonomie ne touche pas à l'unité de l'état... le territoire reste soumis au gouvernement de la métropole..." On découpe le gâteau, quoi ! Une partie pour les colonialistes et l'autre pour les responsables martiniquais du PPM et du P''C''M petits-bourgeois traités.

Quant au programme, "Justice" accuse le 6^e plan de s'être accaparé de leur programme ! Que veut dire cela ? Ce serait donc le même programme !

Enfin le P''C''M et le PPM demandent pour le peuple "l'accès à la culture universelle". Celle de la bourgeoisie, ou celle du prolétariat ?

Notre peuple saura détruire le monde ancien, colonialiste, obstacle au développement et au progrès pour construire une Martinique nouvelle dans un régime national, démocratique et populaire sous la direction du prolétariat.

(La suite au prochain numéro).

Association générale des étudiants martiniquais.

"La base sûre est celle que nous défendons avec nos fusils, qu'elle soit dans une grotte du djebel Cherk ou dans un quartier de Gaza. S'il n'y a plus de base sûre, nous devons lutter pour la construire. Etudiez la longue marche chinoise et vous comprendrez. Mao a marché 10 000 km et lutté pendant des années et des années".
Yasser Arafat (Janvier 1972).

LE PLAN ALLON-HUSSEIN VOUDRAIT LÉGALISER LE VOL DE LA PALESTINE PAR ISRAËL

Hussein, le boucher d'Amman, repasse à l'attaque. En septembre 70, sur ordre de ses maîtres américains, il avait ordonné les massacres et les emprisonnements massifs de palestiniens de Jordanie : frapper dans le dos de la résistance palestinienne, c'était un sérieux coup de main aux agresseurs sionistes.

C'est une opération du même type qu'entreprend Hussein aujourd'hui : il propose la création d'un royaume arabe uni, sous son autorité, qui serait divisé en deux provinces. Une province jordanienne, la Jordanie actuelle, et une province "palestinienne", l'actuelle Cisjordanie occupée par Israël depuis 67. Et, bien entendu, l'essentiel du pouvoir, et en particulier l'armée, sera aux mains du pouvoir central, donc d'Hussein.

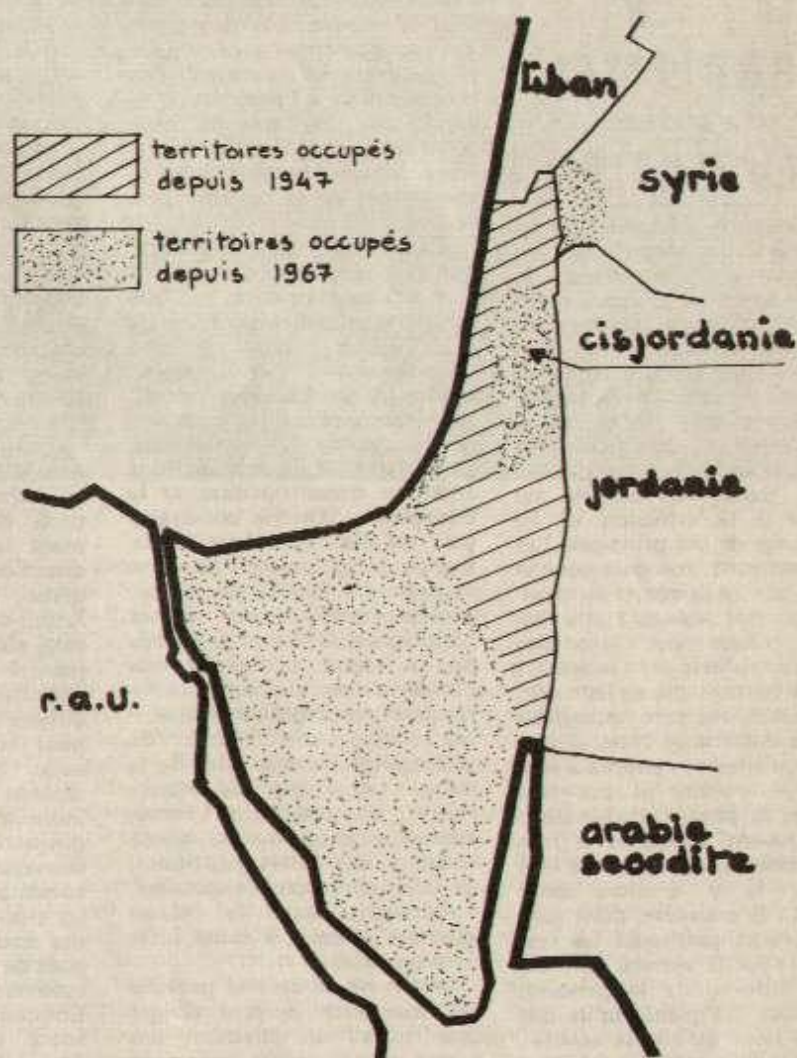
Momentanément, Golda Meir repousse ce plan. Mais il a toutes les chances de plaire à Israël, pour la bonne raison qu'il ressemble comme un frère jumeau au plan du ministre israélien des affaires étrangères Ygal Allon. En 1968, Allon proposait la restitution de la Cisjordanie au roi Hussein moyennant sa démilitarisation. N'oublions pas qu'en novembre 1970, après avoir massacré les palestiniens en Jordanie, Hussein a rencontré, quelque part dans le désert, Ygal Allon, sans doute pour rendre compte... A Washington, William

Rogers s'est empressé, dès la publication du plan Hussein, d'annoncer qu'il était au courant. Rien d'étonnant, Washington qui soutient le régime d'Hussein à coup de dollars inspire toutes ses initiatives : ça permet à l'impérialisme US d'avoir un pied solidement installé dans les pays arabes, comme en Israël.

Ce plan Allon-Hussein n'est qu'une mouture à peine déguisée du projet d'état palestinien rejeté par toutes les organisations palestiniennes. Un tel plan arrangerait tout le monde... sauf le peuple palestinien. Hussein y voit un moyen de récupérer la Cisjordanie, la partie la plus riche de Palestine. Les autres gouvernements arabes en profiteraient pour retirer leur épingle du jeu, ils se débarrasseraient des réfugiés palestiniens qui les embarrassent sérieusement, il leur serait plus facile de régler séparément avec Israël leurs affaires personnelles (Gaza, le Sinaï, le Golan) ; quant au problème palestinien, le plus important, et le seul qui remette en cause l'existence de l'état d'Israël, ils pourraient s'en laver les mains. A condition que les peuples arabes leur en laissent le loisir ; ce qui n'est pas sûr du tout, car la volonté des peuples arabes de soutenir leurs frères palestiniens est forte. Enfin, les israéliens verraient reconnaître leur domination sur les territoires palestiniens occupés depuis 1947 : ils verraient

ainsi légaliser leur politique d'agression, d'expansionnisme et de vol des terres palestiniennes depuis 20 ans. Quant à la Cisjordanie "palestinienne", il leur suffirait de négocier avec Hussein sa démilitarisation pour la neutraliser : la "ligne maginot" de kibboutz militaires, déjà en place, renforcerait cette neutralisation. Les palestiniens ne peuvent admettre que le vol de leurs terres soit légalisé ; ils ne peuvent pas non plus considérer cet état palestinien comme une base arrière, une base où ils seraient en réalité enfermés comme des rats par les armées conjuguées de Hussein et d'Israël.

Ce n'est pas par hasard que le plan Allon-Hussein est publié en ce moment. Israël avait préparé le terrain, espérant encore affaiblir la résistance palestinienne en agressant ses bases au Liban. D'autre part, le 28 mars, sont prévues des élections municipales en Cisjordanie occupée : des élections truquées, organisées par l'occupant qui légaliseraient cette occupation et donneraient une base à ce fameux "état palestinien". Mais la tentative de liquidation de la résistance palestinienne au Liban a été un échec. Et déjà, toutes les organisations palestiniennes ont rejeté le plan Allon-Hussein, les manœuvres de l'impérialisme US et de ses valets.



abonnez-vous à front rouge

	France		Etranger	
Pli normal	1 an	20 F	1 an	40 F
	6 mois	10 F	6 mois	20 F
Pli fermé	1 an	70 F	1 an	100 F
	6 mois	35 F	6 mois	50 F